

"L'influence de vos syndicats" ...

SANS faire autant de bruit que Mussolini ou Hitler, notre ministre de la Marine et du Front populaire, Campinchi, a, lors d'un voyage d'inspection à Brest, pris la parole devant les délégations des ouvriers de l'arsenal de cette ville.

Dans la presse dite ouvrière, qui dénonce les mensonges et le truquage des informations de la presse bourgeoise, on n'a accordé aux paroles du sieur Campinchi ni une grande place ni une grande importance. Et pourtant, rarement ministre a parlé pour dire quelque chose qui ait autant de signification.

Le thème : il faut produire, il faut une flotte capable de protéger nos (?) routes maritimes. Il y a la grande musique sentimentale : « Veut-on la misère, l'invasion ? Prenons garde de voir, comme cela se produit ailleurs, nos enfants et nos femmes massacrés un jour sur les places publiques ».

Ceci fut dit, à Brest, où voici trois ans fut mitraillé le jeune Chevalier allant décrocher le torchon tricolore de la Préfecture. Mais ce n'est pas à cela que songeait M^r Campinchi, c'est à la semaine de 40 heures.

« Il n'est pas question de revenir sur la loi, mais les temps sont tels qu'il y faut apporter des aménagements. »

Jusque là rien qui n'ait déjà été dit par Bailby ou Kérillis et admis par Jouhaux et Frachon.

« Il est des pays où 32 % des ouvriers font 45 heures par semaine, 22 % 48 heures et 40 % jusqu'à 60 heures... ». Après quoi le ministre « se félicite de l'état d'esprit de l'arsenal de Brest où l'on ne s'est pas refusé à l'effort supplémentaire demandé et où l'on travaille jusqu'à 50 heures, à la pyrotechnie par exemple ».

Toutes ces belles paroles pour aboutir à la conclusion :

« JE VOUS DEMANDE DE M'AIDER DE VOTRE EXEMPLE ET DE L'INFLUENCE DE VOS SYNDICATS A OBTENIR DES ORGANISATIONS OUVRIERES DE L'INDUSTRIE PRIVEE UN EFFORT ANALOGUE... »

L'influence de vos syndicats doit servir à faire faire des 45 et 50 heures dans l'industrie privée, déclare un ministre. Et les organisations sollicitées et leur presse se taisent, ne stigmatisent pas un tel appel. Rien de surprenant puisque toutes leurs actions, depuis des mois, vont dans le même sens que les paroles de Campinchi.

« Les travailleurs ont donc une preuve de plus que patrons, gouvernement et directions dites ouvrières sont d'accord pour « aménager » les 40 heures en 45 ou 50 heures. Les travailleurs doivent préparer la résistance, préparer la grève générale qui sera à mettre à l'ordre du jour dès la fin de la période des vacances. Pour contrebalancer « l'influence » des directions syndicales, pour mener la lutte, s'impose la création des CONSEILS D'ENTREPRISES, élus et contrôlés par les travailleurs. »

Des abonnements!

Seuls les abonnements et les efforts personnels des lecteurs permettent à « La Commune » et à « La Vérité » de pouvoir vivre.

ABONNE-TOI A « LA COMMUNE » (6 fr. 50 le No.)
 3 mois 8 Fr.
 6 mois 15 Fr.
 1 an 30 Fr.

ABONNE-TOI A « LA VERITE » (6 fr. le No.)
 1 an 30 Fr.

Compte Chèque Postal : BRAUSCH 1773-07 Paris

Le coin du Prolo

Chez les Metallos

Bloch (Courbevoie)

Tout dernièrement, a été distribué un tract reprenant l'article du Syndicat se vantant de la participation des ouvriers à une production intensive pour sortir des avions en un temps réduit. Encore une fois, ce tract, comme l'article, n'exprime pas la pensée des travailleurs qui n'ont aucun intérêt à enrichir le patronat et à participer à la préparation de la prochaine guerre impérialiste.

Les ouvriers veulent défendre et regagner ce qu'ils ont conquis en juin 36. Les vacances passées, on verra qu'ils retrousseront leurs manches, mais pas pour la « défense nationale ».

Rosengart (Neuilley)

Les provocations du patronat se multiplient ; pas un jour ne se passe sans qu'on puisse en relever.

Par exemple :

Deux retards dans la quinzaine et c'est le renvoi ;

Distribution de tracts ou de journaux dans l'usine, renvoi ;

Congé fixé par le patronat, pas de décalage possible, sinon renvoi ;

Depuis quelques jours, suppression du lait aux soudeurs ; il paraît que le lait n'est pas efficace. Voire ! Mais, à la place, il n'y a pas autre chose de plus efficace ; c'est donc tout bénéfice pour la maison.

Malheureusement tout cela se passe sans qu'il existe entre ouvriers une solidarité suffisante. Cela tient en premier lieu à l'absence d'informations : l'organisation syndicale ne remplit pas son rôle sur ce point. Ça correspond d'ailleurs à toute la politique de collaboration du Syndicat.

Chez Rosengart aussi, il y a une minorité révolutionnaire, elle doit s'organiser, il faudra mener la bataille à la rentrée.

Gnôme et Rhône

La direction n'y a pas été de main-morte. Elle a mis à la porte le délégué principal. Ce sont les staliniens qui ont une fois de plus prêché le calme, c'est-à-dire d'encalsser la provocation patronale sans broncher. Ils ont profité de l'atmosphère déprimante de cette période précédant les vacances pour y parvenir. Mais cela s'ajoute après beaucoup d'autres capitulations. Les travailleurs de Gnôme et Rhône ne l'oublieront pas ; ils se rappellent comment, en occupant l'usine le matin de la rentrée, ils ont obtenu, malgré la défaite, quelques satisfactions partielles. C'est la méthode de lutte de classes qu'ils feront leur à l'avenir.

Pétroles du Havre

Le syndicat des produits chimiques, à la remorque des staliniens et des réformistes, a demandé pour les pétroles une augmentation des salaires : 6,3 %.

Le G.D.V. qui préside la chambre syndicale patronale (jugulaire, jugulaire) a répondu : « Nous nous en référons à la loi d'arbitrage ».

On nous fera donc languir pendant des mois et il faudra que la demande passe par tous les rouages de l'administration.

D'abord 6,3 % est au-dessous de la réalité, les ménagères en savent quelque chose, ensuite on n'aura le réajustement que six mois après que le coût de la vie aura de nouveau changé.

Pour obtenir immédiatement un réajustement convenable et l'échelle mobile, grève générale des Pétroles en France : il faut établir un comité national des délégués du pétrole qui assurera la liaison entre les comités de boîtes, élus à la base pour la lutte.

Occupation des boîtes jusqu'à victoire totale !

Le Congrès des Instituteurs

Au moment de publier ce numéro, la première journée du Congrès de Nantes vient de se terminer. Nous attendrons le prochain numéro pour consacrer à ce Congrès la place qui lui convient, en utilisant les notes et informations que nous transmettront nos camarades présents à ce Congrès.

Dans les Grands Magasins

L'OFFENSIVE PATRONALE CONTINUE

Comme nous l'avions annoncé, les patrons, décidés à briser la résistance des employés, ferment leurs magasins deux jours par semaine pour pouvoir se livrer sous peu à des licenciements nouveaux. Après, ils s'attaqueront aux 40 heures...

La direction syndicale dénonce le patronat par affiches. C'est le moins qu'elle pouvait faire. Mais il faut dire que la direction syndicale avec Capocci, Gazier, a toujours été solidaire de la politique de la C.G.T., que depuis juin 36, elle a toléré les compromissions et les reculades, et c'est ainsi qu'en cet été 1938 les employés sont dans une situation présentant de grandes difficultés pour agir.

La bataille pour la rentrée ? Oui, mais il faut la préparer. Ni la direction de la C.G.T., ni celle du syndicat ne préparent la bataille. Dans chaque magasin, il y a des minorités révolutionnaires ; qu'elles profitent des semaines qui viennent pour se connaître, préciser leurs positions et préparer leurs camarades de travail à l'idée d'une lutte farouche.

Dans les P.T.T.

LES BRIMADES CONTRE LES TELES

RECEMMENT nous avons rapporté les conditions de travail défectueuses et les brimades dont étaient victimes la plupart des petits télégraphistes porteurs de dépêches. Il nous faut aujourd'hui revenir sur ce triste sujet, car il s'avère que l'administration des P.T.T. entend poursuivre plus stupidement sa politique de répression à l'égard de la catégorie des travailleurs les plus exploités de la corporation postale.

Les faits les plus bénins, qui n'altèrent en aucune manière l'accomplissement du service, font maintenant l'objet de sanctions réellement abusives.

C'est ainsi que ces derniers temps, des procès-verbaux ont été dressés à bon nombre de téles sous le prétexte que leur tenue était irrégulière ; quoique proprement habillés et coiffés, les uns ne portaient pas leur casquette ; d'autres, en raison des grandes chaleurs, avaient déboutonné le haut de leur veste pour se mettre plus à l'aise.

Mais il y a pis encore. Des jeunes camarades convoqués, en dehors de leurs heures de service, à la Direction Régionale, se sont présentés en cet endroit dans leurs effets civils. Ils se sont vus infliger un procès-verbal, parce qu'ils n'étaient pas vêtus de l'uniforme de l'administration.

Les employés astreints au port de l'uniforme seraient-ils donc tenus de le conserver à toute heure de la journée, en dehors de leur travail ? Non ! Cette mesure est intolérable.

Le personnel doit s'opposer à toute disposition qui tendrait à placer l'administration des P.T.T. sur le même plan dictatorial et absurde de l'administration militaire bourgeoise. Les camarades des catégories intéressées, plus particulièrement, ont pour tâche d'inclure dans leur programme revendicatif la question de la liberté des travailleurs à disposer d'eux-mêmes à l'extérieur de leur lieu d'exploitation. C'est une revendication assimilable aux questions corporatives habituelles. Aussi ils doivent, sans attendre, s'adresser à l'organisation syndicale et pousser les dirigeants vers l'activité propre à assurer la défense et la conquête des libertés, des droits et des intérêts des travailleurs.

La Fédération postale a décidé pour un avenir prochain, une « manifestation nationale » pour donner un « solennel avertissement » aux pouvoirs publics.

Il ne faut pas jouer avec l'ennemi. On va à la bataille. Inutile de ruser. L'ennemi qu'est l'Etat-patron se prépare. Alors, préparons-nous et pas avec des coups d'épée dans l'eau.

Un mot d'ordre : la grève générale. Un moyen de la mener : les Conseils d'entreprises.

